Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
ÉDITEURS-PROPRIÉTAIRES:
G. F. WEISSE. E. DUFOUR.
E. DUVERGER. S. BERT.
Rue de Chartres No. 82, entre Conti et Bienville.
NOUVELLE-ORLÉANS:
MARDI MATIN, 12 FÉVRIER.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 50 cents pour les six numéros. Il se présente tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme le leur ouvrage n'est pas régulier et que nous avons un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions sans profit la comptabilité, nous avons résolu de ne plus traiter en autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

La malle nous a transmis hier une partie de nos journaux européens apportés par l'*Arabe*. Ils sont jusqu'au 19 janvier pour l'Angleterre et jusqu'au 17 pour le continent.

Il est vrai, dit l'*Indépendance Belge*, de laisser aller à l'espérance! Tous les renseignements qui nous parviennent sont de nature à y porter. L'opinion publique est unanime à déclarer que les divergences qui existent entre les contre-propositions russes et les propositions soumises à la Russie par le comte Esterhazy sont trop minimes pour qu'on n'arrive pas à une entente.

Ce sentiment se fait jour avec assez de force dans la presse française elle-même. Nous reproduisons, entre plusieurs autres, un article du *Journal des Débats*, où il est notamment exprimé, et qui contient en outre des détails intéressants sur les propositions mêmes et les contre-propositions, sur les vues de l'Autriche et les moyens qui lui font rappeler sa légation de St-Pétersbourg, si le 15 la Russie n'a pas fait des concessions nouvelles.

Le *Journal des Débats* pense que l'acceptation de la neutralisation de la mer Noire, l'abolition du protectorat exclusif des Principautés, et les autres conditions déjà acceptées par la Russie mettant désormais la Turquie à l'abri des tentatives de cette puissance, ce qu'on a déclaré être le but de la guerre est complétement atteint, et qu'il n'y a, des lors, plus de motifs de la continuer. C'est là, du reste, une opinion qui devient de plus en plus générale, à mesure que l'on apprécie mieux les concessions faites par la Russie.

La feuille parisienne juge également, à son tour, du *Memorandum* dans lequel sont arrêtées les obligations incombant à chacune des puissances signataires de ce document, en cas de non acceptation sans réserve par la Russie des propositions autrichiennes. C'est en vertu des obligations contenues dans cet acte que l'Autriche a donné l'ordre au comte Esterhazy de quitter Saint-Pétersbourg, le 15, dans le cas de non acceptation.

Tous doutes de son côté quelques renseignements sur ce *Memorandum*.

En regard de cette pièce peut-être est-ce le cas de mentionner que le bruit courait hier que le cabinet de Vienne aurait fait savoir aux gouvernements occidentaux qu'il ne croyait pas qu'il y eut lieu, de sa part, à entrer en une entente autre que celle qui résulte, pour de la connaissance. Que cette déclaration ait eu moins fait, on ne peut guère douter que telle ait la résolution de l'Autriche.

Nos lecteurs trouveront également plus loin un document qui ne manque pas d'intérêt. C'est le texte de la dépêche adressée au comte Valentin Esterhazy par le comte Buol, en lui remettant les propositions qu'il devait porter à Saint-Pétersbourg.

Nous ne bornerons à une seule observation sur ce document: c'est que rien n'y indique que les dites propositions eussent le caractère d'un ultimatum, et que l'Autriche ait pu se dire du monde question que le comte Esterhazy dut quitter la capitale de la Russie, en cas de leur rejet par le gouvernement russe.

Aussi le bruit courait-il à Paris que prétendre diplomate autrichien, par suite de projets qui lui étaient inconnus, et spécialement pour ce, pourrait bien ne pas quitter son poste le 15, ou tout au moins que son départ n'interrompit pas complétement les rapports diplomatiques entre la Russie et l'Autriche.

En somme, donc, répétons-le, le vent qui souffle aujourd'hui est pacifique. On sent que l'opinion publique pèse fortement sur le sens de la conciliation et de l'entente, et l'opinion publique ne qui ne lui arrive pas toujours de ne pas faire, d'accord avec la raison.

Les dépêches de Berlin et de Vienne sont, elles aussi, à la paix. La *Gazette autrichienne* publie hier des informations tout à fait dans ce sens.

Au dire de la *Nouvelle Gazette de Prusse*, une sorte de congrès de princes de la Confédération germanique se serait tenu, il y a peu de temps, à Berlin. Plusieurs de ces princes seraient même déjà arrivés dans cette capitale. Nul doute que la situation actuelle ne fasse l'objet de leurs délibérations.

Une dépêche de Trieste donne des nouvelles de Constantinople jusqu'au 31 janvier. Elle a la date des dernières informations venues des côtes d'Asie, concentrant ses troupes près d'Erzerghem. Un rapport de guerre avait envoyé de Synope à Constantinople pour autoriser le généralissime à Constantinople l'envoi de troupes turques à Erzerum. Le bruit courait que Omer-Pacha, dans la capitale de l'Empire ottoman, qu'au printemps le théâtre de la guerre serait transporté en Asie, les Russes ne pouvant agir la Turquie a le projet de l'occupation de Kaniscach et Balaklava. En revanche, la plus grande partie des troupes anglaises débarquées à Varna et à Kaleh, allait disperser, Trébizonde. Mais quant aux Turcs, renforcés des Prétoriens, ils iraient à Erzerum.

Nous n'avons pas besoin de dire que ces rumeurs ne méritent aucune confiance. Si, contrairement aux espérances de paix répandues en ce moment, une nouvelle campagne devait avoir lieu, ce ne seraient pas les Turcs, dont les délibérations sont toujours enveloppées du plus profond secret.

A la vérité, une correspondance du *Times* qui prétendait en connaître le plan de campagne, bien, mais ces révélations n'offrent aucune garantie d'exactitude.

A propos de conseil de guerre qui se tient à Paris, disons qu'il paraît s'être rendu compte de l'anomalie qui existait de son sein un représentant des intérêts turcs, et que, dès-lors, le ministre de l'Empereur ottoman à Paris aurait été invité, dit-on, à prendre part aux délibérations, ainsi que le ministre de Sardaigne.

Les nouvelles d'Athènes, du 11, annoncent l'arrivée de Riza-Bey. La poursuite des brigands se continuait d'une manière efficace.

Une dépêche télégraphique de Madrid en date du 16 janvier nous annonce, comme un fait accompli, les modifications ministérielles dont depuis quelque temps on parlait le soin du cabinet espagnol, et dont la maladie du maréchal O'Donnell avait retardé la réalisation.—Le nouveau ministère qui vient de se former, tout probablement pour effet de donner plus de vigueur et d'ensemble aux mesures du gouvernement, sans apporter de changement notable à sa politique. Les hommes aux lumières desquels il vient d'avoir recours jouissent de plus de notoriété que ceux qu'ils remplacent leurs devanciers.

Le *Moniteur* publie un rapport adressé par M. Magne à l'empereur, sur la situation générale des finances de la France, à la date du 1er janvier 1856. Ce document constate que malgré les sacrifices imposés à l'Etat par le choléra, la crise des subsistances et la guerre, le commerce et l'industrie ont atteint un développement inespéré. Les excédents de dépenses des exercices 1854 et 1855 ont été beaucoup réduits. Le fait le plus saillant que renferme ce rapport, au point de vue politique, est que sur les trois emprunts faits en vue de pourvoir aux dépenses de la guerre, il reste disponible, pour l'exercice 1856 une somme de 555 millions.

A la revue passée le 15 janvier par l'empereur à l'occasion de la remise de la médaille offerte par la reine d'Angleterre aux soldats de l'armée française qui ont combattu en Crimée, le duc de Cambridge a adressé aux troupes le discours suivant:

"Sire, la reine d'Angleterre a daigné me charger de présenter aux généraux, officiers et soldats de l'armée française, nos braves et dignes camarades, ces médailles comme symbole de l'estime et de l'amitié cordiales qui existent entre les deux nations, et de l'admiration que Sa Majesté et la nation anglaise ont éprouvée en voyant les glorieux faits d'armes de l'armée d'Orient, Alma, Inkermann et de Sébastopol que l'alliance des deux nations a été consacrée par les deux armées. Que Dieu veuille que cette grande alliance continue toujours à l'avantage et à la gloire des deux nations.

"Quant à moi, mes chers camarades, l'honneur qui m'a été accordé est d'autant plus grand, que j'ai servi avec vous et que j'ai vu de mes propres yeux votre bravoure et vos grandes qualités militaires, et le dévouement avec lequel vous avez soutenu tant de fatigues et tant de dangers.

"Je remercie directement l'Empereur de la bonté qu'il a eue de me confier l'honneur de distribuer ces médailles en sa présence."

Le *Moniteur*, au compte rendu duquel nous empruntons ce discours, ajoute encore ce qui suit:

"Le discours a été accueilli aux cris unanimes et plusieurs fois répétés de: *Vive la reine Victoria! Vive le duc de Cambridge!*

"Son Altesse Royale est ensuite descendue de cheval et s'est avancée, suivie de ses aides de camp, pour distribuer de sa main la médaille à chacun des généraux, des officiers et des bas-ses de l'armée d'Orient."

NICARAGUA. Nous avons reçu par le *Prometheus* les dernières nouvelles du Nicaragua. Le journal nous apprend que le gouvernement du Nicaragua a suspendu les relations diplomatiques avec les Etats-Unis par suite du refus du président Pierce de reconnaître le colonel French comme ministre de Nicaragua. Celui-ci a été rappelé, et M. Wheeler, notre ministre, a après officiellement qu'il ne pouvait plus avoir de communication diplomatique avec le Nicaragua.

SÉVERAN.—Le navire *Andover*, capitaine Berry, venant de New York, a rencontré en mer, le 20 janvier par les 49° de latitude nord et les 750 37' de longitude ouest le bateau-vapeur et une partie du tuyau d'un grand steamer. Le même navire a apporté la nouvelle que le *Polycrates*, de Philadelphie, s'est abordé à Riding Rocks; plusieurs bateaux de sauvetage enlevaient son chargement.

MONNAIE DES ETATS-UNIS.—La Monnaie des Etats-Unis à Philadelphie a frappé dans le mois de janvier 41,311,451 d'or et d'argent.

ABSENCE DE PLAINTES.—Nous appelons l'attention des horticulteurs et des habitans sur l'avis de M. Bernard, 28 rue de Chartres. Il a une admirable collection d'*Jacinthes à fleurs, d'arbustes, de plantes potagères, de pépinières et de bulbes à fleurs*. Son prix sont très modérés.

Dépêches télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Dépêches du steamer Pacific.

Washington, 11.—Le ministère de la marine a demandé au brick à vapeur *Arctic* sous le commandement de Gansevoort, de quitter Aux Cayes, où il est en station, pour se rendre à Port-au-Prince.

Washington, 11 février.—Le Président a lancé une proclamation contre les associations qui s'organisent dans l'Union pour marcher dans les colonies des Etats-Unis dans le but de renverser les institutions domestiques de ces territoires. Il déclare que tout le pouvoir du gouvernement général sera employé pour maintenir les droits et les lois de ces territoires et pour réprimer les mouvements révolutionnaires.

Le Congrès n'a pas encore pu s'accorder sur le choix d'un président.

CALIFORNIE.

Arrivée du Prometheus.

Le steamer *Prometheus*, capitaine Churchill, est entré hier dans notre port, venant de San Juan de Nicaragua qu'il a quitté le 6 de ce mois. Le *Northern Light* est arrivé dans ce dernier port le 2 et est parti le 6 pour New-York avec 300 passagers et $350,000 en espèces.

Tout est tranquille au Nicaragua. Walker compte un ce moment plus de mille hommes sous ses ordres.

Le *Prometheus* nous a apporté des journaux de la Californie jusqu'au 21 janvier. L'un d'eux, l'*Echo du Pacifique*, nous fournit les renseignements suivans sur la faillite de Lucien Hermann:

Faillite Hermann.

M. Lucien Hermann, lorsqu'il vint de la Nouvelle-Orléans dans ce pays, n'avait qu'un très faible capital. En sa qualité de Louisianais, il parlait le français et l'anglais. Non compatriotes trouvant en lui un homme qui parlait leur langue, et qu'on qualifiait de plus du nom de notaire, crurent, dès les premiers jours de la présence de M. Hermann ici, qu'il était bien réellement un notaire dans le sens français, c'est-à-dire un homme qui avait les connaissances juridiques qu'on requiert en France d'un officier de l'espèce, et de plus une personne de confiance, chez laquelle on pouvait déposer ses capitaux. Les Français ont donc remis à M. Hermann beaucoup de dépôts d'argent, notamment les gens de petits moyens, les artisans, petits cultivateurs, etc.

Après quelques temps, des relations avec Paris ont permis à M. Hermann de recevoir de diverses personnes des capitaux s'élevant à 1,900 mille francs à 2 millions. De tous ces capitaux M. Hermann payait un intérêt déterminé par mois et assez élevé. A l'époque de cette faillite il ne restait presque plus de fonds qui aussi tant de monde dans ce pays et que nous avons retracée dans le temps en expliquant les causes de la crise financière dont il a été question. M. Hermann se mit à spéculer comme presque tout le monde. Il acheta des terres, il revendit, il loua des maisons, il en prit, il sublouait ces mêmes maisons, il fit enfin ce que fait un spéculateur. La fièvre avait atteint son paroxisme lorsque les premières banques de Sacramento commencèrent à tomber, en février dernier. A cette époque se déclara la crise sur toutes les valeurs, et notamment sur la propriété; à cette époque on assaillit tous les dépositaires de l'argent pour leur réclamer les fonds déposés, et M. Hermann comme les autres. Il dut faire face à la vague, et hypothéquer alors tout ce qu'il avait de disponible pour parer à ces demandes de remboursement. On n'emprunte pas instantanément. Précédemment, sans passer par des conditions dures, très dures, il eût surtout. Il fallut chaque mois satisfaire à des intérêts élevés, et chaque mois le produit de la propriété diminuait. On ne trouvait plus de furets faits, là ne servirent qu'à boucher les premiers trous, et enfin d'excavation en excavation on arrivait à une chute annoncée par une personne de la Nouvelle-Orléans qui avait envoyé, il n'y a pas bien longtemps, 50 mille dollars.

La Situation.

La Californie, dit un journal de San Francisco, ce pays exceptionnel où les richesses minières et agricoles appellent partout le travailleur, ne pas le dédaigner ne lui offre des resultats les plus beaux à ceux qui osent tenter, est déjà exposée à un des plus grands maux de la vie des Etats-Unis, à la fièvre des Américains, la chasse aux fonctions publiques. La Législature est à peine réunie, le nouveau gouvernement à peine installé, que déjà une foule d'individus, qu'on estime à un millier au moins, s'abattent sur la capitale de l'Etat pour obtenir quelques bribes, quelques dépouilles de grande distribution des deniers publics. Depuis les fonctions de clerc d'une des deux chambres jusqu'à celles d'allumeurs de réverbères, tout est recherché avec une avidité qui ressemble à celle d'une meute de chiens au moment de la curée.

Quelles sont les causes de cette plaie sociale? Il y a, dans avant, d'abord les fonctions publiques, particulièrement les secondaires, sont trop payées, puisque un simple clerc de la législature touche jusqu'à 20 dollars par jour et un allumeur de lampes 12 dollars. Ensuite il y a un autre vice radical, c'est la facilité avec laquelle le premier venu, citoyen américain, bien entendu, peut postuler aux fonctions publiques dans cet Etat.—Tous les hommes libres des Etats-Unis, qu'ils aient le bonheur et d'honneur,—bandits ayant souvent échappé à la vindicte publique, s'abattent sur la Californie comme sur la terre promise, dans l'espoir d'y rattraper quelque bribe de pillage administrative ce qu'ils ont perdu,—d'autre ——— nommés plus honorables, qui ne sont que ruinés, ou, ce qui est plus honorable encore, en voyant que les gens vicieux, les grands voleurs arrivent seuls vite à la fortune, abandonnent les principes de morale qui avaient dirigés jusqu'alors, ou tout au moins en suspendent l'application provisoirement dans leur pensée pour arriver au but qu'ils ont proposé. Tel ruiné en Californie, tous les moyens sont bons à la grande masse pour arriver à la fortune; les uns, nous présumons d'affaires malhonnêtes, les autres, dont pas compte, font faillite après avoir dépensé les dépôts d'argent qui leur ont été confiés, ou ont spéculé sur les fonds qui leur ont été remis par les fonctions publiques comme une mine et les recherchent avec une avidité qui s'explique par les ressources qu'elles leur offrent.

Poste Chronique.

Nous empruntons les faits suivants aux journaux de San Francisco:

—Mercredi après-midi, la législature de Californie s'est assemblée à Sacramento, et M. Murray, le chef de justice de l'Etat, a reçu le serment de M. le gouverneur Johnson, qui a prononcé son discours d'inauguration.

Ce haut fonctionnaire a exposé clairement dans ce discours de la dette de l'Etat et de sa constitution au point de vue constitutionnel, des crédits et des paiements, des privilèges de certaines compagnies, accordés par la législature, du veto du gouverneur, des réformes constitutionnelles.

—Le navire *Isabella Heyne*, venant de Canton en destination pour San Francisco, a été jeté jeudi soir à la côte, à 30 milles sud de Point Reyes. Le capitaine et le second sont noyés.

—Le trois-mâts américain *Sirocco* est parti pour Hong-Kong, emportant 107 recrues enrôlées pour le service de corps de Chinois décédés en Californie.

—Un nommé Robert Baker a été tué mardi à sa résidence de Twelve Miles House, par un nommé Brooks. Une dispute survenue à propos d'un titre d'une pièce de terre réclamée par Brooks, et que cultivait Baker, a amené ce meurtre.

Le meurtrier, immédiatement du *State Journal* rapporte qu'une difficulté s'était élevée à l'Union entre Brooks et Baker, au sujet d'une pièce de terre réclamée par Brooks. Une difficulté survenue à propos d'un titre